

30/09/2022

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : fin d'année 2021

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

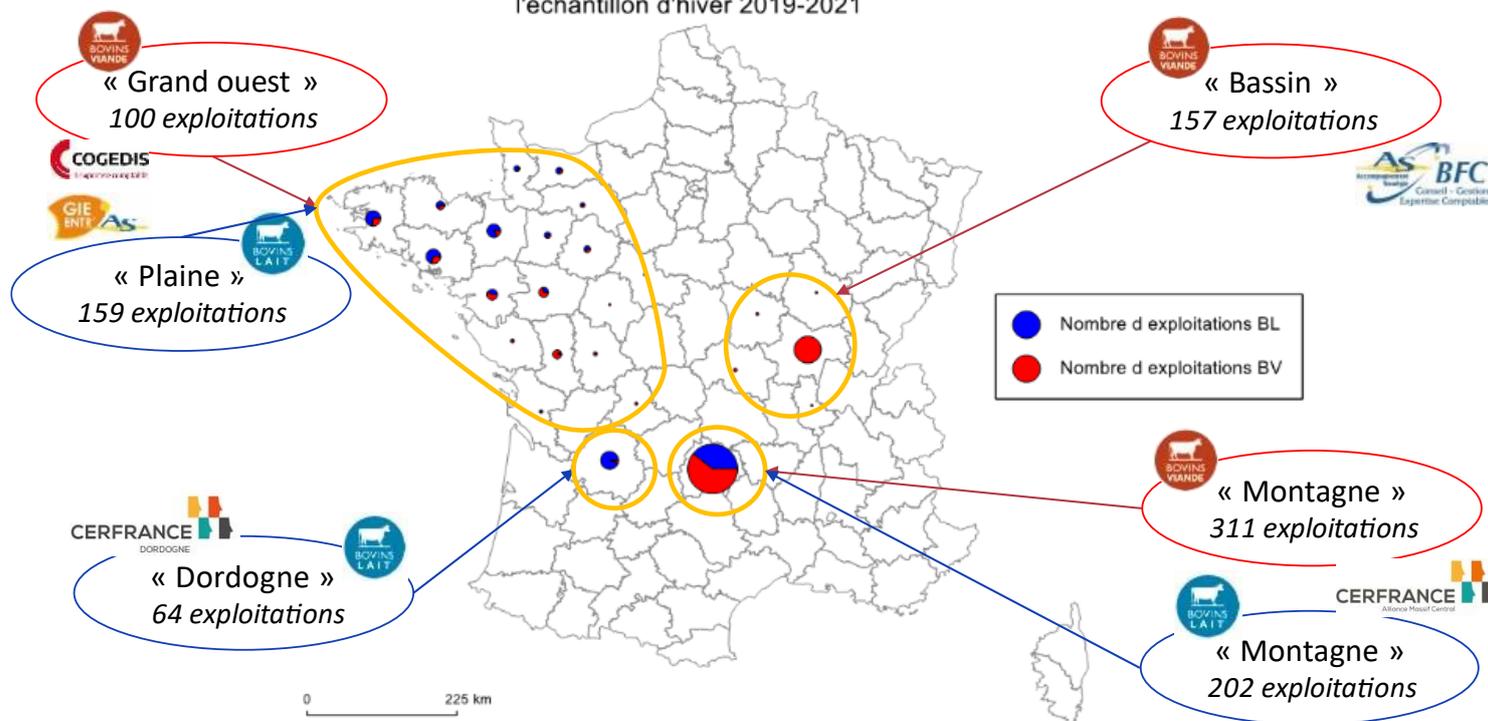
Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire (en bovins viande, pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne (en bovins lait). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

Près de 1000 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'hiver, suivi entre 2019 et 2021**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.

Répartition géographique des exploitations de
l'échantillon d'hiver 2019-2021



Etude CNE, d'après données AS-BFC, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, COGEDIS, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique - maj. 20 septembre 2022

SITUATION FINANCIERE STABLE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES

La production laitière des exploitations de l'échantillon était constatée en hausse sur l'année 2021. De plus, le prix du lait, qui était sur une tendance de baisse en 2020, a connu une augmentation progressive sur l'année 2021. Ainsi, à la faveur de ces deux effets cumulés, le produit brut s'est amélioré sur les 3 zones de l'échantillon 2021. Par ailleurs, malgré la hausse des charges (alimentaires et énergétiques notamment) dans les exploitations, l'EBE a connu, partout une amélioration.

L'évolution des annuités était contrastée : en hausse dans le Grand-ouest et stables en Dordogne et en Montagne. Cependant, le revenu disponible a été constaté en hausse marquée partout. Il s'est établi en moyenne (toutes zones) à environ 21 000 € annuels par UTH familiale. Les prélèvements privés ont été stables (environ 18 000€ annuels par UTH familiale). Aussi, les élevages des échantillons de Dordogne et de Montagne dégagent une marge de sécurité, mais ce n'est pas le cas dans le Grand-Ouest.

Les investissements ont été contrastés : en baisse dans le Grand-Ouest, stables en Montagne et en hausse en Dordogne ; et ont été dans toutes les zones largement financés par des emprunts, avec même dans le Grand Ouest le retour du refinancement.

La trésorerie nette globale moyenne s'est améliorée, et les dettes court-terme des exploitations laitières, sont restées élevées.

Les écarts sont restés importants, et la part des exploitations en situation critique haute : le groupe "TNGneg" comptait 33% des élevages suivis en France. Si toutes les zones étaient concernées avec au moins 1/4 des élevages dans ce groupe, la proportion a atteint 49% dans le Grand-Ouest ! Les élevages de ce groupe seront sans doute gravement impactés par la hausse des charges généralisée qui s'est poursuivie en 2022.

SITUATION FINANCIERE TOUJOURS AUSSI DIFFICILE POUR LES ELEVAGES ALLAITANTS

Le produit brut des élevages de l'échantillon était en hausse en 2021 par rapport à l'année précédente. Aussi, alors que les charges ont également augmenté (en particulier les charges de structure), l'EBE a tout de même connu une hausse, mais de façon moindre.

Dans le même temps, les annuités ont légèrement augmenté et le revenu disponible a connu une légère amélioration. Quelle que soit la zone, il demeurait insuffisant, atteignant 15 800 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones). Les prélèvements privés restaient plus que restreints (14 500 €/UTH en moyenne), sans que cela ne permette de dégager de marge de sécurité suffisante.

Dans l'échantillon, les investissements ont été contrastés : en hausse dans le Bassin Allaitant, et en baisse dans le Grand-Ouest et en Montagne.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») représentait toujours autour de 15% des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (29%).

Leur situation financière restait sévèrement impactée : leurs dettes court-terme étant plus de 2.5 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations). Pour ces exploitations en difficultés, encore plus que pour les autres, les impacts des sécheresses de 2018, 2019, et 2020 cumulées entraînent toujours des conséquences techniques, économiques et financières, malgré la récolte fourragère quantitative de 2021.

De plus, pour tous les élevages, la hausse globale des charges (matières premières alimentaires, énergétiques, mécaniques...) initiée début 2021 et poursuivie tout 2022, ne sera pas sans conséquence sur les trésoreries !